



AIDN

Académie Internationale
de Droit du Numérique

Académie Internationale de Droit du numérique

Édition 2026 (Côte d'Ivoire)



Contacts :

+33 6 05 50 17 84

contact@aidn.academy

www.aidn.academy



UNIVERSITÉ
LAVAL

DOSA

Chaire de recherche du Canada
sur la protection et la valorisation
des données de santé



Droit
Numérique.cd



SGCI
SOCIÉTÉ DE GESTION ET DE CONCEPT EN INFORMATIQUE

SOMMAIRE

01. Présentation de l'AIDN

02. Programme de l'AIDN - 2026

03. Intervenants

04. Objectifs



AIDN-2026



www.aidn.academy



PRÉSENTATION DE L'AIDN



L'ACADÉMIE INTERNATIONALE DE DROIT DU NUMÉRIQUE (AIDN)

L'AIDN est une institution académique, dédiée à l'enseignement, à la recherche et à la diffusion des savoirs en droit du numérique et des technologies émergentes. Elle se veut un forum juridique international unique, un espace de rencontre, d'échanges et de réflexion qui réunit chaque année des étudiants, des chercheurs et des professionnels du droit issus de différents pays et cultures.

L'AIDN A POUR VOCATION DE :

- **Favoriser le dialogue international** autour des enjeux juridiques liés au numérique, à la cybersécurité, à l'intelligence artificielle et aux innovations technologiques.
- **Former les nouvelles générations** de juristes capables de répondre aux défis éthiques, sociétaux et économiques posés par la transformation numérique.
- **Contribuer à l'élaboration et à la diffusion de normes** qui encadrent l'écosystème numérique au niveau mondial.

Véritable carrefour académique et professionnel, l'AIDN incarne une ambition : devenir la référence internationale en matière de droit du numérique et un acteur majeur dans la construction d'un espace numérique plus sûr, éthique et inclusif.

L'AIDN A POUR MISSION :

- **Former et sensibiliser** aux enjeux juridiques liés aux technologies numériques émergentes, en favorisant une approche pluridisciplinaire.
- **Développer un espace international de réflexion** réunissant chercheurs, praticiens, institutions et étudiants autour des grands défis du droit du numérique.
- **Promouvoir la recherche et l'innovation juridique**, en encourageant la production scientifique et la diffusion des connaissances.
- **Accompagner la régulation internationale du numérique** à travers des débats, des recommandations et des échanges entre experts.



NOS CHIFFRES

-  Une session internationale
-  +20 pays représentés
-  +25 experts et intervenants
-  +90 participants formés
-  +10 partenariats académiques et institutionnels



Académie Internationale de Droit du numérique

Édition 2026 (Côte d'Ivoire)



PROGRAMME - AIDN 2026

Module 1

Introduction au Droit du numérique

Module 2

Régulation et cadre juridique du numérique

Module 3

Enjeux fiscaux, procéduraux et propriété intellectuelle du numérique

Module 4

Commerce et contrats électroniques

Module 5

Le droit de l'IA, des données et de la blockchain – Approche de droit comparé

Module 6

Régulation des réseaux sociaux, cybercriminalité et protection des données

Module 7

Les droits fondamentaux et le numérique

Module 8

Droit international privé et le numérique

Informations pratiques

Présentation de l'AIDN

L'**Académie Internationale de Droit du Numérique (AIDN)** est un rendez-vous juridique de portée internationale, dédié à une session de formation approfondie autour de plusieurs modules sur le droit du numérique. Cet événement rassemble des étudiants, chercheurs et professionnels du droit issus de divers horizons.

Cette académie sera organisée avec la participation des facultés de droit de l'**Université Félix-Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire)**, l'**Université Laval (Canada)**, avec l'appui du **CAMPC**.

Format pédagogique

Les enseignements sont dispensés sous forme de cours magistraux intensifs et interactifs, animés par des experts internationaux du droit du numérique. Chaque session combine exposés théoriques, études de cas pratiques et discussions collectives, favorisant l'apprentissage participatif.

Approche participative

Les participants auront l'opportunité d'échanger directement avec les intervenants, de partager leurs expériences et de travailler en groupe sur des problématiques concrètes. L'objectif est de stimuler une réflexion critique et de développer des solutions innovantes aux enjeux juridiques du numérique, en lien avec les réalités locales et internationales.

Durée

La formation se déroulera sur quatre jours en Côte d'Ivoire, du 17 au 21 août 2026, avec 6 à 7 heures de sessions par jour, alliant enseignements théoriques, échanges interactifs et travaux pratiques.

Format de la formation

La formation se déroulera principalement en présentiel, avec la possibilité pour d'autres participants, d'y prendre part en ligne via la plateforme Zoom. Ce format garantit une accessibilité optimale aux participants résidant à l'international, tout en maintenant une forte interactivité grâce aux outils collaboratifs de la plateforme.

Langue

Les enseignements sont dispensés en français. Une assistance linguistique peut être prévue pour certains modules, sur demande.

Certificat

Une attestation de participation sera délivrée à tous les participants, et un certificat de compétence sera délivré aux participants ayant satisfait aux critères d'évaluation.



L'édition 2026 de l'Académie internationale de droit du numérique se tiendra en Côte d'Ivoire, à Abidjan, au sein du CAMPC et de la Faculté de droit de l'Université Félix Houphouët-Boigny.

Intervenants

4

Présentation sommaire des intervenants de la session 2026 de l'AIDN



Christiane Féral-Schuhl

Avocate aux Barreaux de Paris et du Québec, Vice-Présidente du Conseil National de la Médiation

Avocate aux Barreaux de Paris et du Québec, et cofondatrice du cabinet FÉRAL, spécialisé dans le numérique, les données personnelles et la propriété intellectuelle. Ancienne Bâtonnière du Barreau de Paris et Présidente du Conseil national des Barreaux, elle est l'autrice de plusieurs ouvrages de référence, dont Cyberdroit : le droit à l'épreuve de l'Internet (Dalloz, 8e éd. 2020-2021, prochaine édition 2025) et de la bande dessinée Adélaïde, lorsque l'intelligence artificielle casse les codes (Lefebvre-Dalloz, 2024).



Charlaïne Bouchard

Professeure titulaire, faculté de droit de l'Université Laval

Professeure titulaire à la Faculté de droit de l'Université Laval, où elle dirige la Chaire de recherche sur les contrats intelligents, la chaîne de blocs et les technologies émergentes. Notaire de formation, elle est docteure en droit de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne et titulaire d'un post-doctorat de l'Université Laval.



Dr. Christian Kpolo

Avocat Senior Digital Tech & Data - Fidal

Docteur en Droit privé et sciences criminelles et avocat au Barreau de Paris. Il est l'auteur d'une thèse de doctorat soutenue à l'Université de Lorraine (France) en 2019 sur le sujet « Les présomptions en droit de la propriété intellectuelle : analyse à la lumière du droit commun ».



Pierre-Luc Déziel

Professeur titulaire à la Faculté de droit de l'Université Laval

Titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la protection et la valorisation des données de santé. Il dirige l'axe « Éthique, confidentialité et acceptabilité sociale » de l'Institut intelligence et données (IID) et a codirigé l'axe « Droit, cyberjustice et cybersécurité » de l'OBVIA entre 2019 et 2023.



Trésor Gauthier Kalonji

Professeur à la Faculté de droit de l'Université Pédagogique Nationale

Professeur dans plusieurs universités en RDC et à l'étranger (Université pédagogique nationale, École nationale des finances, Leadership Academia University, Université de Bukavu, Aix-Marseille Université), ainsi que collaborateur scientifique à la Chaire de droit fiscal de l'Université de Neuchâtel (Suisse). Il a été cadre supérieur au ministère des Finances de la RDC, où il est actuellement conseiller juridique du ministre.



Yvon Laurier Ngombe

Avocat au Barreau de Paris et Docteur en Droit

Yvon Laurier Ngombe est avocat et docteur en droit. Il a exercé en cabinet, collectivités locales et entreprises. Auteur de publications en droit comparé de la propriété intellectuelle, il a récemment publié Les fiches de droit du numérique.



Roch Gnahoui David

Professeur

Professeur de droit privé à l'Université d'Abomey-Calavi, ancien doyen de la Faculté de droit et de science politique de cette université



Pierre Félix Kandolo

Professeur à faculté de droit de l'Université de Likasi

Pierre Félix Kandolo est professeur à l'Université de Likasi. Docteur en droit de l'Université de Montréal et post-doctorat à l'Université de Sherbrooke, il est membre du Barreau du Québec, avocat au Barreau du Haut-Katanga, inscrit à la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, ainsi que conseil auprès de la Cour pénale internationale.



Stéphane Mortier

Professeur à École de Guerre Économique de Paris

Stéphane Mortier est docteur en sciences de gestion de l'Université Panthéon-Sorbonne. Il exerce dans le domaine de l'intelligence économique en administration centrale et enseigne à l'École de Guerre Économique de Paris. Il est l'auteur de plusieurs publications sur l'intelligence économique, la cybersécurité et le droit OHADA.



Aboudramane Ouattara

Professeur Agrégé à l'Université Félix Houphouët-Boigny

Il est agrégé des facultés de droit, professeur à l'Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Cocody) et a exercé des fonctions d'enseignement, de recherche, d'encadrement doctoral et d'expertise juridique dans l'espace OHADA.



Etienne Alla

Maître de Conférences

Maître de Conférences, Agrégé CAMES en droit privé à l'Université Félix-Houphouët-Boigny



Daniel Djedi

Professeur à l'Université de Tshumbe

Daniel Djedi est enseignant à la Faculté de droit de l'Université de Montréal et professeur associé à l'Université de Tshumbe. Avocat au Barreau du Sankuru et admis au Conseil national des Barreaux de Paris, il est également directeur de cabinet du gouverneur du Sankuru.



Vincent Gautrais

Professeur titulaire à la Faculté de droit de l'Université de Montréal

Vincent Gautrais est professeur titulaire à la Faculté de droit de l'Université de Montréal et chercheur au Centre de recherche en droit public (CRDP), dont il a été directeur de 2014 à 2022. Il est titulaire de la Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique depuis 2015, et avocat au Barreau du Québec.



Dieunedort Nzouabeth

Agrégé de Droit privé et Sciences criminelles

Maître de conférences à la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Il est directeur de publication de la Revue de l'Association sénégalaise de Droit pénal. Il s'intéresse au droit des affaires et aux sciences criminelles. La préface est du professeur Ndiaw DIOUF, Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

Objectifs

5

Durant l'AIDN, l'objectif sera notamment de :

- **Renforcement des capacités** : Offrir une formation de haut niveau pour renforcer les compétences des participants en matière de droit du numérique.
- **Sensibilisation et éducation** : Sensibiliser les participants aux enjeux juridiques du numérique et promouvoir les bonnes pratiques.
- **Échanges et réseautage** : Faciliter les échanges entre les différents acteurs du secteur numérique, y compris les professionnels du droit, les entreprises technologiques, les régulateurs et les universitaires.
- **Promotion de la recherche** : Encourager la recherche académique et les publications sur les questions juridiques liées au numérique.

Public cible :

L'AIDN s'adresse à un large éventail de participant :

- **Étudiants** en droit et en technologies de l'information ;
- **Chercheurs spécialisés** en droit et en technologies de l'information ;
- **Professionnels du droit**, tels que des avocats, des magistrats, et des conseillers juridiques ;
- **Experts** en technologies de l'information et de la communication ;
- **Représentants du gouvernement** et des régulateurs.

Toute personne ayant complété un cycle d'études juridiques d'au moins trois ans peut également participer. Les candidats d'autres domaines peuvent être acceptés sur la base de leur motivation exprimée dans la lettre de motivation

Nombre de participants attendus :

100 participants attendus pour les 5 jours de formations.

500 personnes sont attendues pour assister à la cérémonie de clôture.

ILS NOUS ONT FAIT CONFIANCE POUR L'ORGANISATION DE LA SESSION 2025 DE L'AIDN

Établissements d'enseignement et de recherche



UNIVERSITÉ
LAVAL



Partenaires



Chaire de recherche du Canada
sur la protection et la valorisation
des données de santé



Droit
Numérique.cd



JOHNNY LUNDA
AVOCATS À LA COUR

Médias



**ACCREDITATION EN LIGNE
&
APPLICATION**



Académie Internationale de Droit du Numérique

Du 13 au 17 Juillet 2026 Édition 2026 (Côte d'Ivoire)



9:41



Académie Internationale de Droit du Numérique

Du 13 au 17 Juillet 2026 Édition 2026 (Côte d'Ivoire)

Contacts :
+33 6 05 50 17 84
contact@aidn.academy
www.aidn.academy



9:41



Accueil A propos Inscriptions

Académie Internationale de Droit du Numérique



A propos

L'Académie Internationale de Droit du Numérique est une initiative de l'association Droit-Numérique.cd. Un rendez-vous juridique international, organisé du 4 au 9 août 2025, se tiendra cette année à Lubumbashi en République démocratique du Congo. L'Université internationale d'été en droit du numérique réunira de nombreux étudiants et de professionnels du droit de tous les horizons.



Académie Internationale de Droit du Numérique

Du 13 au 17 Juillet 2026 Édition 2026 (Côte d'Ivoire)



Contacts :

+33 6 05 50 17 84

contact@aidn.academy





AIDN

Académie Internationale
de Droit du Numérique



 + 33 6 05 50 17 84

 contact@aidn.academy

www.aidn.academy